



Communiqué de la FSU 59/62 :

Préparation de la rentrée 2021 dans le Nord/Pas-de-Calais : une saignée inacceptable !

En pleine pandémie , alors que les conditions d'enseignement se sont considérablement dégradées, que les personnels tiennent le service public d'Éducation à bout de bras, que les moyens sont absolument nécessaires pour raccrocher de nombreux élèves et les faire réussir,

le Ministère de l'Éducation Nationale, a maintenu son cap de suppressions de postes.

L'académie détient un nouveau triste record avec l'équivalent de **194 postes qui seront supprimés dans le second degré pour la rentrée 2021**, devant Grenoble, Paris ou Nancy-Metz. Comme nous l'avions dénoncé lors de leur présentation, les réformes du lycée et du lycée professionnel, avec la baisse de l'offre de formation et d'heures d'enseignement offertes aux élèves, permettent précisément les suppressions de postes et la dégradation des conditions d'enseignement. Au mépris de l'avenir des élèves. Ne reculant devant aucun subterfuge, le Ministère prétend compenser ces suppressions par une augmentation des heures supplémentaires, alors qu'elles sont en grande partie imposées statutairement à des enseignant.e.s dont la charge de travail est déjà à saturation. Depuis 2018, ce sont 722 postes que l'académie a perdu dans les collèges, les lycées généraux, technologiques et professionnels. Le choix de l'académie comme terrain d'expérimentation des dotations en Éducation Prioritaire accentue la dégradation du Service Public d'Éducation dans le Nord/Pas-de-Calais.

Pour les écoles, alors que le Ministère martèle à l'envi sa priorité au 1er degré, l'académie, malgré sa situation économique et sociale dramatique, n'obtient que 120 postes. Dans le même temps, des Rased sont supprimés, l'équivalent de 55 postes de remplacement ont disparu en 2020 dans l'académie et une partie des "créations" sera réservée à enfin alléger un peu la tâche des directeurs-trices. De fait , les moyens restants ne suffiront pas à mettre en place les dédoublements promis, notamment en grande section, ainsi que l'allègement des effectifs dans tous les niveaux, mesure indispensable à la réussite des élèves.

Pour les personnels administratifs, le coup est d'autant plus violent que l'académie est saignée depuis plusieurs années. Ce sont 8 postes dans les services pour l'académie et 8 postes en établissement pour la région académique qui sont rayés et qui s'ajoutent aux 147 suppressions depuis 2013. Autant d'atteintes à la qualité du service public. Autant de conditions de travail encore dégradées.

Pour les personnels infirmiers, aucune création n'est prévue dans l'académie (ni au niveau national) alors que les personnels, déjà en nombre insuffisant, doivent faire face à une explosion du mal être chez les élèves et à une multiplication des missions (comme celle des tests antigéniques).

Pour les assistantes sociales, pas de suppression de postes mais pas de création non plus alors que les personnels doivent faire face à une crise sociale grandissante , accentuée par la crise sanitaire! Le fossé se creuse inexorablement!

Pour la FSU, il faut changer de cap: les personnels et les élèves n'ont pas à subir des conditions de travail et d'enseignement indignes d'un pays riche, qui plus est alors que la crise frappe des dizaines de milliers de familles dans le Nord/Pas-de-Calais. C'est près de 6000 créations dont nous avons besoin pour améliorer les conditions d'enseignement et donner des perspectives aux enfants et aux jeunes du Nord/Pas-de-Calais . **C'est l'une des nombreuses raisons de l'appel national à la grève nationale du 26 janvier.**